

Émigrants et réviseurs scolaires dans la Valachie de la première moitié du XIX^e siècle: transfert intellectuel et construction nationale. Étude de cas: Ioan Maiorescu Nicoleta ROMAN¹

Abstract:

The 19th century redefined the place of nations within empires. Enlightenment ideas of mother-tongue education, natural rights and liberty join the imperial center's aim to attract loyalties, gain allegiance, create economic wealth and educate a citizenry attached to the state. In south-eastern Europe, the fragile coexistence of three empires (Ottoman, Russian and Austrian) was disrupted by the way in which the neighboring ethnic groups intended to adjust the Enlightenment ideas to suit the development of their own cultures. The present study traces the transfers brought by the Transylvanian intellectual émigrés to the field of education from Austrian Transylvania to the neighboring Ottoman principality of Wallachia. Coming from the ranks of the Greek Catholic intellectuals – an intermediary stratum between the imperial center, the privileged aristocracy and the majority of Romanian peasants – they pursued, at the same time, their professional development and the rise of literacy in Wallachia. As school inspectors, they intervened administratively and pedagogically in the school network recently established in Wallachia. Their leader, Ioan Maiorescu, questioned the Russian-style model of modernization and called for adapting Western models to the local reality to further the aim of cultural emancipation.

Keywords: Transylvania, Wallachia, nation, academic mobility, education, reform.

Dans le contexte d'expansion de l'Empire russe, les autorités tsaristes ont introduit dans les principautés roumaines, provinces ottomanes autonomes se trouvant sous protectorat russe, une Constitution à prétentions réformatrices, le Règlement Organique (*Regulamentul Organic*). Similaire aux constitutions imposées antérieurement à d'autres provinces rattachées à l'Empire (comme la Pologne et la Finlande), il devint clair pour les Roumains ce que l'imposition de cet acte législatif visait à long terme.²

La modernisation fut négociée et défendue par les élites roumaines comme un processus qui devait servir la nation, notamment par la révision du curriculum

¹ Je tiens à remercier Elisabeta Gheorghe pour la traduction, de même que les évaluateurs anonymes et les éditeurs de la revue pour leurs aide et conseils.

² L'annexion des principautés roumaines par la Russie était un objectif politique de longue haleine. Voir Barbara Jelavich, *Russia's Balkan Entanglements, 1806-1914* (Cambridge: Cambridge University Press, 1991), 6-8. Pour les Roumains, l'annexion de la Bessarabie par la Russie était présente dans la mémoire politique. Après le traité de Unkiar Iskelesi (1833) avec la Porte et le traité de Mûchengrätz avec l'Empire Autrichien (1833), la Russie a obtenu, jusqu'à la guerre de Crimée, une position ferme dans la région.



scolaire et la création d'un réseau d'écoles publiques. L'idée de modernité sera donc bâtie, dans la deuxième moitié du XIX^e, sur ces premiers réseaux d'écoles primaires et secondaires et les débats concernant le type d'enseignement dont la société roumaine avait besoin ; ces débats ont préfiguré les fondements de la future loi de l'enseignement gratuit et obligatoire pour garçons et filles de 1864. Le chemin qui aboutira à cette loi fut long, impliqua plusieurs adaptations partant de la préoccupation permanente pour connaître le territoire des deux principautés réunies en 1859 sous le nom de Roumanie, reconnue comme État en 1861, sa population et ses besoins.

Dans cette démarche d'édification d'un système d'enseignement sur des bases nationales au carrefour des intérêts politiques divergents des trois empires (ottoman, autrichien et russe), un rôle essentiel fut attribué aux lettrés roumains émigrés de Transylvanie (alors province de la monarchie des Habsbourg) dans la principauté roumaine de Valachie. Ces intellectuels émigrés, qui font l'objet de cette analyse, représentaient l'un des facteurs qui ont conduit à ce que la Valachie soit considérée par l'historiographie comme une région ayant obtenu du succès dans le domaine de l'enseignement.³ En effet, la Roumanie a été l'un des premiers États à mettre en place un enseignement gratuit et obligatoire pour les enfants des deux sexes.

L'analyse de l'émigration des lettrés roumains de Transylvanie met en évidence les changements que ce phénomène a déterminé dans la société de la Valachie, le dialogue avec l'élite locale concernant l'adaptation des modèles occidentaux aux besoins locaux et l'éducation d'une nouvelle génération d'intellectuels. Les émigrés de Transylvanie représentaient la liaison entre les révolutions de 1848 de Valachie et de Moldavie, d'autres provinces de l'Empire Ottoman et les Roumains de Transylvanie. C'étaient eux qui ont infusé de la vigueur à une conscience nationale synthétisée par des mots tels que *frère*, *nation* et *patrie* et, bien que conscients des différences du statut des citoyens dans les deux empires (autrichien et ottoman), ils participaient aux projets unionistes qui avaient pour but de rassembler tous les Roumains. Leurs identités étaient multiples: personnelles (de sang et de famille), religieuses (orthodoxes ou uniates), ethniques (roumaine) et intellectuelles. Le caractère fluide de la loyauté et de la citoyenneté cachait au revers une conscience ethnique immuable. Pour les Roumains de Transylvanie, le besoin d'affirmer leur identité fut intense car ils avaient senti de plein fouet la discrimination socio-politique, les Roumains étant une nation tolérée dans

³ G.D. Iscu, "Le début de l'enseignement public dans les villages en Valachie," *Revue des Etudes Sud-Est Européennes*, XII, 2/1974, 223. G.D. Iscu a apprécié que la Valachie était dans une situation privilégiée dans le Sud-Est Européen parce qu'elle avait surmonté des obstacles importants au long de dix ans (1838-1848). Iscu a analysé cette situation dans sa thèse de doctorat *Contribuții privind învățământul la sate în Țara Românească până la jumătatea secolului al XIX-lea* (București: Editura Didactică și Pedagogică, 1975).

l'Empire des Habsbourg. Dès le Moyen Age, l'élite en Transylvanie a reconnu seulement trois nations (l'aristocratie magyare et les élites urbaines saxonnes et sicules conformément à *Fraterna Unio/Unio Trium Nationum*, 1437). La nation était définie selon les privilèges politiques et sur des critères ethniques. Un autre critère d'exclusion était l'appartenance à la religion orthodoxe. Ainsi, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle (*L'Edicte de Tolérance*, 1781) et même après, il y eut une double barrière: la non-appartenance de l'individu à l'une des trois nations, d'une part, et à l'une des quatre religions constitutionnelles (catholique, luthérienne, calviniste, uniate), d'autre part. De ce fait, les Roumains étaient largement exclus de la vie publique.⁴ L'Empire autrichien devint l'espace d'affirmation de plusieurs mouvements nationaux (en compétition ou en collaboration) et du jeu de convergence entre nation politique, empereur et peuple.⁵ Comme la pédagogie des Lumières recommandait l'enseignement dans la langue maternelle, on assiste à une réévaluation de l'enseignement autour du concept d'*éducation nationale*.⁶ Ceci marque le passage de l'*idéologie de la nation nobiliaire magyare à l'idéologie à partir de la mission civilisatrice de l'élite nationale et politique magyare*.⁷ De ce point de vue, les actions des Roumains lettrés de Transylvanie émigrés en Valachie étaient définies comme une stratégie d'échapper aux politiques culturelles colonisatrices de l'élite magyare.

Parmi les représentants de cette émigration des Roumains de Transylvanie liée à l'enseignement en Valachie, il y eut trois qui eurent une influence durable dans ce domaine d'activité: Aaron Florian,⁸ August Treboniu Laurian⁹ et Ioan

⁴ Keith Hitchins, *Români, 1774-1866* (București: Humanitas, 2011), 248; Barbara Jelavich, *History of the Balkans. Eighteenth to Nineteenth Century* (Cambridge: Cambridge University Press, 1983), 121. Hitchins, 266 affirme que même après 1781 la situation restait précaire puisque leur foi uniate ou orthodoxe continuait d'être un désavantage aussi sérieux que l'origine sociale 'plébéienne'. Gábor Vermes, *Hungarian Culture and Politics in the Habsburg Monarchy, 1711-1848* (Budapest: Central University Press, 2014), 41.

⁵ Steven Beller, *The Habsburg Monarchy, 1815-1918* (Cambridge: Cambridge University Press, 2018), 64-65.

⁶ Paul Brusanowski, *Învățământul confesional ortodox din Transilvania între anii 1848-1918. Între exigențele statului centralizat și principiile autonomiei bisericești* (Cluj-Napoca: Presa Universitară Clujeană, 2005), 54-60. En 1790, la Diète et l'empereur Léopold II ont renversé partiellement les réformes joséphiennes, ce qui représentait la base du nationalisme hongrois.

⁷ Brusanowski, *Învățământul confesional ortodox*, 64.

⁸ Aaron Florian (1805-1887) fut professeur, historien et publiciste. Avec des études à Budapest, il vint en Valachie ; en 1826 il fut professeur de langue roumaine, latine et d'histoire universelle. Il participa à la Révolution roumaine de 1848, écrivit des manuels scolaires et un dictionnaire franco-roumain. Ses préoccupations constantes furent l'histoire de la Valachie (voir son livre *Idee repede de istoria Printipatului Țării Românești*, 3 vols., Tipografia lui Eliad, 1835-1838) et la discussion du concept de patrie.

⁹ August Treboniu Laurian (1810-1881) était philologue, historien, publiciste et politicien. Avec des études à Vienne et Göttingen, il vint en Valachie et fut professeur de philologie et histoire. Il participa à la Révolution roumaine de 1848, a réalisé la première revue d'histoire roumaine avec Nicolae Bălcescu (1845, *Magazin istoric pentru Dacia*) et fut l'un des fondateurs de l'Académie Roumaine (1867).



Maiorescu. Actifs durant l'époque du Règlement Organique, ils ont parcouru tous les échelons de la hiérarchie dans l'enseignement (en tant qu'instituteurs, puis professeurs, inspecteurs et directeurs). Tous les trois devinrent réviseurs¹⁰ avant le début de la révolution de 1848, furent impliqués dans les projets de l'Union des Roumains des deux empires dans un seul État, mais aussi dans des recherches expérimentales afin de trouver les meilleures solutions pour une réforme de l'enseignement ; cette réforme sera mise en place en 1864, après l'accomplissement de l'idéal d'union politique. Ioan Maiorescu fut le chef de file informel de groupe d'émigrés. Libéral modéré et critique intransigeant du système d'enseignement, ce fut lui qui ébaucha la théorie des formes dépourvues de fond qui allait être développée et énoncée par son fils, Titu Maiorescu, futur premier ministre (1912-1914) et ministre de l'Instruction Publique (1874, 1876, 1888-1889). Maiorescu-père fut la voix qui influença le développement de l'enseignement en Valachie concernant la mise en place des programmes adoptés en 1831. De condition modeste, avec des études à Vienne marquées par l'esprit de l'Aufklärung allemande, avec peu de chances de s'affirmer dans l'Empire autrichien à cause de son ethnie, Maiorescu connaissait la réalité du monde rural et, comme d'autres émigrés venus de Transylvanie, milita pour un enseignement primaire égalitaire répondant aux besoins des classes populaires.

L'année 1838 et deux moments formateurs: le début de la construction du réseau d'écoles dans le milieu rural et le débat organicisme culturel vs. occidentalisation

La mise en place du réseau d'écoles dans la principauté de la Valachie fut le résultat de l'activité d'une équipe dirigée par Petrache Poenaru, avec des études en Occident. À la suite de la collaboration entre l'élite roumaine valaque, les évêques locaux de l'Église orthodoxe et le gouverneur, le *Règlement Organique* stipulait que l'enseignement public devait :

« (...) faire l'objet des soins et de la surveillance du gouvernement afin que l'éducation des jeunes soit fondée dès début sur la plus saine moralité [...]. Des écoles élémentaires pour les deux sexes seront fondées dans chaque capitale de département, où l'on enseignera les connaissances élémentaires d'après la méthode de Lancaster, on assurera à ces établissements le progrès dans les limites des sommes d'argent assignées à l'enseignement publique. Les cours seront donnés en roumain non seulement pour mettre à l'aise les écoliers et pour développer la langue du pays, mais aussi parce que cette langue, qui est celle dans laquelle on officie le service divin de notre sainte foi, sera aussi la langue des institutions publiques. »¹¹

¹⁰ En Valachie, le *réviseur* est l'équivalent d'origine russe du titre français d'inspecteur général.

¹¹ *Regulamentul Organic : intrupat cu legiurile din anii 1831, 1832 și 1833, și adogat la sfârșit cu le-*

En 1832, les autorités valaques commencèrent à créer l'infrastructure scolaire avec pour point de départ les écoles dans les villes. L'organisation hiérarchique des écoles était la suivante : les écoles communales, les écoles « *preparentale* » (qui se trouvaient dans les *plăși*, sous-divisions administratives territoriales d'un département (*județ*), où il y avait deux instituteurs, qui étaient également le siège des réviseurs), les écoles normales (dans les capitales des départements, qui préparaient les futurs instituteurs), centrales (à Bucarest et à Craiova) et complémentaires (Bucarest). Conformément au Règlement Organique, l'enseignement public était en roumain, étant destiné aux enfants des deux sexes et ouvert à l'ensemble de la population de la Valachie. Le roumain était également la langue de l'administration et la langue utilisée dans l'église. Les autorités scolaires considéraient la méthode de Lancaster comme efficace pour l'alphabétisation des classes défavorisées (pauvres, orphelins, etc.), exigeant une intervention institutionnelle limitée.¹²

Dans la principauté, il y avait déjà des écoles, y compris des écoles ouvertes aux filles et aux étrangers. Au début du siècle, l'arrivée de Gheorghe Lazăr de sa Transylvanie natale à l'école supérieure de la capitale de la Valachie (Saint Sava) revigora le sentiment national des Roumains et avait contribué à la diminution de la présence grecque dans l'enseignement et l'éducation. Il fut le professeur et le mentor de nombre de futurs personnalités roumaines responsables de l'enseignement. Comme la plupart des Roumains de Transylvanie qui ont fait une carrière, Lazăr était issu de la classe paysanne. L'Eglise Orthodoxe locale l'avait envoyé pour faire des études à Vienne dans l'esprit des Lumières allemandes. A Vienne, il prit conscience de l'importance d'une éducation nationale. Il était persuadé qu'une puissance impériale n'était intéressée par l'instruction publique que si elle en tirait un bénéfice. En Transylvanie, les Roumains (mais aussi d'autres ethnies) furent soutenus par les Églises Orthodoxe et Uniate locale et construisirent eux-mêmes leurs écoles. Lazăr critiquait l'imitation des modèles occidentaux; il rejetait l'élitisme des Phanariotes¹³ qui altérait la culture roumaine et affirmait qu'il ne fallait pas idéaliser les études à l'étranger car elles pouvaient corrompre moralement:

« Nombreux jeunes hommes qui sont envoyés voyager dans des pays étrangers pour s'enrichir intellectuellement reviennent en apportant habitudes étrangères,

giurile de la anul 1834 până acum, împărțite pe ficare an, precum și cu o scară deslușită a materiilor (București: Tipărit la pitarul Z. Carcaleki, tipograful Curtii, 1847), 365-6.

¹² Nicoleta Roman, "Școlile sătești din Țara Românească : începuturi, obstacole și realizări (1831-1848)," in *Educația publică și condiționările sale (secolele XIX-XX)*, eds. Cătălina Mihalache, Leonidas Rados (Iași: Editura Universității "Alexandru Ioan Cuza", 2015), 50-51.

¹³ Après 1716, la Porte nommait sur le trône de Valachie des princes régnants d'origine grecque qui venaient s'y installer avec leur suite.



mode vestimentaire, démarche extravagante, prolixité irréfléchie; et pourtant certains les considèrent comme personnes éclairées précisément pour ces raisons et apprécient davantage les défauts des étrangers que la modestie ou la piété paysanne. »¹⁴

Venu en Valachie, il encourage le développement de l'enseignement et de toutes les sciences parce que *nous aussi [les Roumains] nous sommes nés, tout comme les autres nations, et en nous aussi Dieu a mis ces dons – là [de la connaissance]*.¹⁵ Aussi Lazăr mettait-il le signe d'égalité entre les nations dans leur effort d'émancipation à travers la culture et esquisse-t-il le portrait des personnes censées la propager au sein du peuple. Avoir des connaissances dans un domaine, où qu'elles fussent acquises, même dans l'Europe de l'Ouest, pour jouir du prestige, n'était pas suffisant; il était nécessaire qu'elles fussent doublées de vertu et d'une haute moralité. Son élève, l'un des futurs chefs de file de la révolution de 1848, Ion Heliade Rădulescu, écrivain, savant et futur académicien, allait soutenir d'abord une approche quantitative : *Écrivez, mes braves, n'importe quoi, mais écrivez!* – pour s'approcher finalement de la vision de Lazăr. Rădulescu fut convaincu de cette approche après un débat public sur la qualité de l'enseignement en Valachie.

Au moment de la mise en place en Valachie du fondement du réseau d'écoles et des programmes, l'influence française prenait déjà essor dans la principauté, introduite d'abord par les princes phanariotes et ensuite par l'administration russe.¹⁶ Elle n'intéressait que les élites et était contestée par les Roumains et en partie par les autorités impliquées dans le processus d'enseignement, d'autant plus qu'elle venait par la filière politique russe, où la modernisation institutionnelle cachaient parfois des fins colonisatrices. Il ne s'agissait pas là d'une attitude anti-européenne. Au contraire, la réticence à l'égard de l'influence française exprimait le besoin de chercher son propre chemin vers l'Europe. C'est une raison pour laquelle Petrache Poenaru, le directeur de l'Ephorie des Ecoles (*Eforia Scoalelor*), l'institution qui s'occupait de l'enseignement public, assurait le bon fonctionnement de son institution par l'intermédiaire des circulaires, qui lui donnait la possibilité d'offrir des explications supplémentaires, de corriger rapidement les inadvertances apparues et d'intervenir de manière complémentaire dans la loi adoptée en accord avec les Russes.

Aussi, la circulaire du 24 janvier 1838 complétait-elle le Règlement Organique, étant considérée comme l'acte de création des écoles dans les villages :

¹⁴ Gheorghe Bogdan-Duică et Popa Lisseanu, *Viața și opera lui Gheorghe Lazăr* (București, 1924), 290.

¹⁵ Bogdan-Duică et Lisseanu, *Viața și opera lui Gheorghe Lazăr*.

¹⁶ Pompiliu Eliade, *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie: les origines* (Paris: Ernest Leureux, 1898).

« En accord avec les propriétaires des domaines, que l'on mette en application le texte du Règlement, en créant dans chaque village une école pour l'instruction des enfants des villageois, les classes ayant lieu seulement en hiver, à savoir du 1^{er} novembre jusqu'à la fin du mois de mars, de sorte que pendant les autres mois ils puissent aider leurs parents aux travaux des champs ». ¹⁷

L'inclusion des enfants des villages dans le processus d'enseignement est évidente, de même que la mise en place de la réalisation du réseau d'écoles de village. L'objectif poursuivi était de faire apprendre aux enfants à lire et à écrire, de leur apprendre le calcul et le catéchisme. Cet enseignement était en accord avec les conditions de la vie à la campagne et les travaux agricoles. Il tenait compte du fait que les enfants devaient aider leurs parents au champ, offrant également des manuels d'agriculture. En même temps, dans leur correspondance interne, les autorités expliquaient que l'instruction publique était aussi ouverte aux esclaves tziganes:

« (...) aucune loi [n.n., section] du Règlement Organique n'interdit aux Tziganes de jouir eux-aussi du droit dont jouissent tous les habitants de ce pays de mieux connaître leurs devoirs de chrétiens et de membres de la société. » ¹⁸

Dans les villes, les écoles primaires avaient les mêmes objectifs minimaux concernant l'alphabétisation, le programme d'études s'élargissant et devenant de plus en plus complexe au fur et à mesure que l'on avançait vers l'enseignement secondaire. L'enseignement primaire s'adressait à des personnes dont l'âge variait entre 6 et 17 ans. ¹⁹ Les obstacles qui empêchaient l'accès à l'instruction publique étaient de nature économique: la taxe que les parents devaient payer pour les salaires du personnel didactique, l'aménagement du bâtiment de l'école et la collaboration avec les propriétaires des domaines agricoles. Le directeur de l'Ephorie des Ecoles déclarait que le rôle de l'instruction publique était de former *des générations plus adaptées aux nouvelles institutions*. Il affirmait en même temps que les deux types de réseaux scolaires – le réseau urbain et le réseau villageois – étaient complémentaires selon leur but et étaient fondés sur la cohabitation entre morale et science :

« Par l'enseignement religieux et pratique qu'ils recevront dans ces écoles, les villageois acquerront depuis leur jeune âge l'habitude d'être meilleurs chrétiens, d'aimer l'honnêteté, de mieux se défendre contre toutes sortes d'hérésies et d'être plus travailleurs. Une fois l'instruction répandue dans les villages, les écoles

¹⁷ V.A. Urechia, *Scoalele sătesci in Romania: istoricul lor de la 1830-1867, cu anesarea tuturor documentelor relative la cestiune* (Bucuresti : Tipografia Nationala, 1868), 5; V.A. Urechia, *Istoria scoalelor de la 1860-1864* (București: Imprimeria Statului, 1892), II, 1.

¹⁸ Gheorghe Pârnuță, Ștefan Trâmbaciu, *Mărturii și documente muscelene (1215-1918)* (București: Semne, 1997), 104.

¹⁹ Roman, *Școlile sătești*, 59.



supérieures des villes se développeront de plus en plus. De cette manière, se reconnaissant l'un et l'autre fils de la même famille, le nom de Roumain ne sera plus terme d'insulte, mais l'un et l'autre le porteront avec la fierté de nos ancêtres, convoité par toutes les nations. »²⁰

La religion chrétienne et la conscience nationale représentaient les parties d'une identité qui devait constituer la base du savoir. La famille était associée à la nation ; tout Roumain, quelle que fût son milieu social ou la région était formé dans le respect pour son identité et l'histoire de sa nation. L'instruction les aidait à se développer en tant qu'individus, mais aussi comme groupe et nation. Cette vision fut partagée par le fondateur de l'enseignement national en Moldavie qui affirmait que le *progrès d'un peuple ne signifie pas emprunter toutes les formes étrangères et nouvelles, mais dans le respect de son passé*²¹ et le développement de la nationalité. Dans sa Moldavie, Gheorghe Asachi appréciait les Roumains de Transylvanie pour leur manière de résister aux politiques impériales visant à restreindre leurs droits civils : *pendant des siècles, malgré les événements qui ont troublé toute l'Europe, ils ont gardé jusqu'aujourd'hui presque identiquement le type original, la langue et les traditions de leurs ancêtres.*²² Le directeur de l'Ephorie des Ecoles de Valachie, Petrache Poenaru, était du même avis; de plus, il désirait que l'enseignement se développât de l'intérieur. C'est pourquoi il avait soutenu et attiré en Valachie, pour les impliquer dans le réseau scolaire nouvellement mis en place, des lettrés roumains de Transylvanie, éduqués dans l'espace culturel allemand.

En 1838, l'année de la mise en place du réseau scolaire rural, l'un de ces émigrés, devenu professeur à Craiova, publia un article dénigrant l'élite francophile et l'influence française en Valachie:

« Je fais des efforts dans beaucoup de domaines et au milieu de la joie je soupire. Où trouver chez nous la chaleur et le feu – où sont le nationalisme et le patriotisme qui animent les Roumains de Transylvanie ? Un matérialisme épais est tombé sur la Valachie. D'où vient-il? De la Gaule. Une littérature fallacieuse trompe tout le monde. D'où vient-t-elle? De la Gaule. – Un jugement faussé, un goût dangereux, un effort dirigé uniquement vers les apparences, un luxe destructif. D'où viennent-ils? Du matérialisme français. Une légèreté, une inconstance, un enrichissement superficiel. D'où viennent-ils? De la littérature française. On voit bien que le goût pour la lecture s'est développé: le nombre des revues augmente. Nous avons le *Curier românesc* qui sortira dans un nouveau format, plus beau encore, en roumain et français (peut-on savoir pourquoi?). Nous avons le *Buletin Oficial, Muzeu National, Curier de Ambe-Sexe* et *Cantor de Avis* (...) En l'apprenant, on pourrait

²⁰ Urechia, *Scoalele sătesci*, 53.

²¹ Gheorghe Asachi, *Albina românească* 15/1843.

²² Asachi, *Albina românească* 15/1843.

croire que la Valachie a fait des progrès étonnants. Moi aussi, en comparant la Valachie d'il y a six ans à celle d'aujourd'hui, j'en suis tout étonné. »

Et il continue:

« Si le renard de la fable²³ venait en Dacie [n.n., les Principautés roumaines ; le nom antique de l'espace servait aussi à l'époque aux intellectuels militant pour l'identité nationale roumaine à affirmer l'unité ethnique et linguistique des principautés] et montait au sommet des Carpates et voyait jusqu'au Danube un beau masque décervelé, il en serait étonné lui aussi et si, comme moi, il aimait les Roumains, il pleurerait avec moi. – Comment? Me tromperais-je? Nullement. Gardez-vous, mes frères, de vous laisser berner! Ne prenez pas en compte seulement le fait que nous avons aujourd'hui beaucoup d'écrivains, livres et journaux, plus que nous n'en avons pas besoin. Il faudrait vivre ici, avec nous pour nous connaître! Nous avons des écrivains qui ne sont pas dépourvus de talent. Mais quel poète s'est-il donné la peine d'apprendre ce dont le Roumain a besoin et ce qui lui nuit ? Et s'il l'a appris, s'est-il efforcé de le chanter, ce besoin, dans ses vers et, en le chantant, de l'enseigner à celui-ci conformément à la nature qui lui est propre? ».²⁴

Ces lignes furent publiées dans *Foaia literară*, revue qui paraissait à Braşov, ville qui se trouvait à la frontière de l'Empire Autrichien avec l'Empire Ottoman. L'auteur s'appelle Ioan Maiorescu. Il reconnaissait qu'il y avait une production culturelle en Valachie, mais il la voulait plus adaptée, plus rapprochée de l'idée de nationalité. Maiorescu était contre la production culturelle « quantitative », alors que le promoteur de cette approche, Ion Heliade Rădulescu se sentit attaqué personnellement par cet article. Il n'en pouvait pas être autrement puisque l'élite culturelle dont il était le chef y avait été traitée de *société sans cerveaux* (*societate fără creieri*). Tout le corps des professeurs avait lu l'article en cause. En guise de conséquence, après avoir été suspendu et que l'on jeta l'opprobre sur lui, Maiorescu fut menacé d'être renvoyé et obligé à se rétracter dans la même revue pour garder son poste. Il le fit en disant que *venu depuis peu de temps en Valachie et isolé de la société, je n'ai pas eu l'occasion de connaître dès le début ni ce pays, ni le corps des professeurs et que ce qu'il avait dit n'étaient qu'impressions hâtives et, par conséquent, erronées.*²⁵ En privé, il écrivait néanmoins à un ami qu'en Valachie *on ne sait pas ce que c'est que la critique.*²⁶

²³ Il s'agit de la fable du Jean de La Fontaine, *Le Corbeau et le Renard*, édité pour la première fois en 1668 dans le volume I de *Fables choisies, mises en vers*. Les fables sont devenues un instrument d'éducation de l'identité nationale. Voir Ralph Albanese, « Les Fables de La Fontaine et la pédagogie républicaine de la 'francité' », *Cahiers du dix-septième siècle* IX, no. 1 (2004), 143-155. Le renard symbolise l'identité nationale qui doit être renforcée en Valachie, selon le sens donné par Maiorescu.

²⁴ *Foaia literară*, 16/1838.

²⁵ *Foaia literară* 16/1838.

²⁶ Ion Heliade Rădulescu, personnalité paradoxale, lui répondit par un article. Les proches de



Ni le directeur, ni les collègues de Maiorescu qui, comme lui, étaient venus de Transylvanie,²⁷ ne considéraient pas opportun de discuter publiquement de pareilles questions: elles auraient blessé l'amour propre de certaines personnes dont la collaboration était absolument nécessaire et en même temps elles pourraient troubler le processus de construction du système de l'enseignement national en cours de déroulement alors que la principauté se trouvait sous protectorat russe. Elles étaient l'expression d'un débat local et le besoin de se détacher des modèles occidentaux. Elles situaient en même temps la conscience nationale des Roumains au carrefour des politiques impériales. Maiorescu écrivit son article de la perspective d'un Roumain dont l'éducation et les droits civils étaient restreints dans l'Empire autrichien à cause de son ethnie. La situation de la Valachie lui augmenta son sentiment d'insécurité qu'il a ressenti lors de sa venue et lui suscita la perception que les Roumains avaient d'eux-mêmes. Le stéréotype selon lequel la langue roumaine manquait de cultivation existait déjà en Transylvanie.²⁸ Pour Maiorescu, l'engouement des productions littéraires locales en Valachie pour les traductions et les modèles culturels était décevant. Son désir et celui de sa génération fut de *créer le citoyen-patriote et non le patriote national*.²⁹ Lui, comme d'autres ses contemporains, eut de la peine à comprendre pourquoi les Roumains de l'Empire Ottoman, qui jouissaient d'une plus grande liberté concernant leur nationalité et leurs droits civils dans une province ottomane se trouvant sous protectorat russe, ne l'utilisaient pas. La réponse vint la même année, Maiorescu s'apercevant la différence entre les apparences et la réalité; une réalité qui pratiquait la censure.

Toujours en 1838, le libéral Ion Câmpineanu a lancé deux documents en déclarant le *Règlement Organique* et la régnée de prince en Valachie comme illégales. Francophile, il a essayé d'obtenir l'appui de la France et de l'Angleterre (1839) pour éliminer l'influence de la Russie en Valachie. Câmpineanu a fait des voyages à Paris et à Londres en rencontrant le prince polonais Adam Czartoryski, mais à son retour à Bucarest, a été emprisonné jusqu'en 1841 par l'ordre du

Rădulescu (Simeon Marcovici, le poète N.N. Rucăreanu) en firent de même pour défendre celui-ci et pour protéger leurs créations et intérêts.

²⁷ Aaron Florian, lui aussi professeur, vint en Valachie avant Maiorescu, désavouant ce que son collègue avait écrit, bien qu'il fût du même avis. Il le faisait parce que ce genre de textes *fâchent et font du mal, car, au lieu d'améliorer quelque chose, ils font beaucoup de dégâts*. Sa duplicité dans cette affaire s'explique par le fait qu'il savait *qu'il peut être dangereux d'écrire et de publier parce que les méchants veulent passer en société pour des gens vertueux*. Murgescu, "1838", 21.

²⁸ Sorin Mitu, *Geneza identității naționale la românii ardeleni* (București: Humanitas, 1997), 335.

²⁹ Mirela Murgescu, *Între „bunul creștin” și „bravul român”*. Rolul școlii primare în construirea identității naționale românești (1831-1878) (Iași: A92, 1999), 52.

tsar. Sa libération a été possible seulement après avoir reconnu « ses erreurs » politiques.³⁰ En 1840, une autre contestation contre le régime eut Valachie eu le même résultat, la prison.³¹ D'ailleurs, Maiorescu écrivit à l'éditeur de *Foiaia literară* de faire attention à la propagande autour du cas de Câmpineanu. Il lui était devenu désormais clair qu'il n'était pas possible de parler librement et que le régime était loin d'être démocratique. En Valachie, l'émancipation politique de la nation commença en avance de l'émancipation culturelle; les événements de 1838 le rendirent visible. Il fut donc quelque peu surprenant pour Maiorescu d'avoir avancé de telles appréciations.

Néanmoins, pendant la décennie entre 1838 et la révolution de 1848, l'Ephorie des Ecoles dirigée par Petrache Poenaru créa le réseau de l'enseignement primaire qui avait fonctionné même pendant le protectorat impérial russe. Mirela Murgescu a montré qu'avant la révolution de 1848 le nombre d'écoles primaires était de 2309 avec 48 545 élèves.³² Les contemporains et même le prince Cuza qui a donné la première Loi pour l'enseignement gratuit et obligatoire en Roumanie (1864) l'avaient reconnu. Pour comparer, dans la Transylvanie natale de Maiorescu les écoles primaires pour enfants orthodoxes étaient 282 en 1843, tandis qu'au Banat, province relevant du même Empire autrichien, les écoles orthodoxes étaient 480.³³ Ágoston Berecz a constaté les discrepancies entre différentes régions de l'Empire³⁴ avec un avantage pour le sud de la Transylvanie où les Roumains avaient beaucoup plus d'écoles.³⁵ L'explication en est la proximité avec la frontière de Valachie, la migration entre les deux espaces et la solidarité ethnique accrue. La mobilité et la présence des lettrés de Transylvanie dans les Principautés Roumaines voisines ont été déjà remarquées.³⁶ Dans cette étude,

³⁰ Radu R. Florescu, *The Struggle Against Russia in the Romanian Principalities: A Study in Anglo-Turkish Diplomacy, 1821-1854* (Iași: Center for Romanian Studies, 1998), 196-208; Constantin Vlăduț, *Ion Câmpineanu* (București: Editura Științifică, 1973). Les deux documents, *Act de unire și independență* et *Osebitul act de numire a suveranului rumânilor* vinrent en guise de réaction à l'acte additionnel introduit par l'Empire russe (accepté en Moldavie, mais pas encore en Valachie) au Règlement Organique.

³¹ Vlad Georgescu, *The Romanians. A History*, trans. Alexandra Bley-Vroman (Columbus: Ohio State University Press, 1991), 141.

³² Murgescu, *Între „bunul creștin” și „bravul român*, 38, en observant qu'il s'agissait d'une augmentation par rapport à 1838-1839 (1975 écoles primaires et 32 521 élèves).

³³ Brusanowski, *Învățământul confesional ortodox*, 81. Il faudrait y ajouter que les écoles confessionnelles orthodoxes n'étaient pas financées par l'état austro-hongrois.

³⁴ Ágoston Berecz, *The Politics of Early Language Teaching Hungarian in the primary schools of the Late Dual Monarchy* (Budapest: Central University Press, 2013), 71, 73-74.

³⁵ Berecz, *The Politics*, 102 (pour Brașov, Sibiu, Făgăraș).

³⁶ Alex Drace-Francis, *Geneza culturii române moderne. Instituțiile scrisului și dezvoltarea identității naționale, 1700-1900* (Iași: Polirom, 2016), transl. Marius-Adrian Hazaparu, 114-115; Ro-



nous nous sommes intéressées en revanche à l'activité de Maiorescu comme réviseur scolaire (inspecteur général) en Valachie au croisement des moments fondateurs pour l'enseignement public roumain.

L'inspection, l'inspecteur et le réviseur

Le Règlement Organique introduisit l'institution d'inspecteur dans l'enseignement primaire, son attribution principale étant celle de *surveiller le bon fonctionnement de l'enseignement dans les écoles dans tous les départements*.³⁷ La loi expliquait aussi comment il devait s'y prendre :

« À l'aide du comité d'inspection il s'efforcera de faire en sorte que chaque école atteigne un état de perfection morale et matérielle ; il cherchera les moyens pour surmonter les empêchements et les obstacles qui puissent entraver le progrès de l'enseignement public ; il donnera les aides nécessaires et soutiendra l'émulation de la jeune génération dans le domaine de l'enseignement. Pour ce faire, l'inspecteur visitera chacune des écoles des départements au moins une fois par an, les unes vers la fin du premier semestre, les autres à la fin de l'année scolaire. Le réviseur changera le moment de l'inspection périodiquement, de sorte que les écoles qui seront visitées pendant la première année au printemps, seront visitées l'année suivante en automne. »³⁸

La loi prévoyait qu'il collabore avec les notabilités locales, qui l'accompagnent lors de l'inspection et qui puissent lui prodiguer des conseils sur les *mesures à prendre pour remédier aux irrégularités rencontrées dans les écoles*.³⁹ À la suite de l'investigation sur le terrain et du dialogue avec les notabilités locales, l'inspecteur rédigea un journal d'inspection pour chaque école qu'il transmet au ministère. En tant qu'acte administratif, le journal d'inspection reflétait une réalité plus ou moins négociée avec ces notabilités. Le journal d'inspection comprenait *le nom des hauts dignitaires présents, évalu[ait] l'état moral et matériel de l'école* ; signé par l'inspecteur et les *membres du Comité d'instruction*,⁴⁰ il représentait un document officiel assumé par toutes les personnes présentes. De ce point de vue, l'inspecteur était un fonctionnaire, un bureaucrate envoyé sur les chemins départementaux pour recueillir des informations administratives, pour assurer et resserrer la collaboration avec d'autres institutions de l'État (mairies et autres établissements

mul Munteanu, "L'influence de l'école transylvaine sur la vie culturelle et sur l'éducation en Valachie et en Moldavie", in *La culture roumaine à l'époque des Lumières*, ed. Romul Munteanu, I (București: Univers, 1982), 290-306.

³⁷ *Regulamentul Organic*, Secsia IV, art. 143, p. 397.

³⁸ *Regulamentul Organic*, 397.

³⁹ *Regulamentul Organic*, art. 144, 397.

⁴⁰ *Regulamentul Organic*, art. 145, 397.

administratifs). L'observation et l'évaluation portaient sur le réseau scolaire et les personnes qui y étaient impliquées. Aussi, dans le même Règlement Organique était-il stipulé que l'inspecteur – *afin de mieux connaître l'état de l'école* – fit attention à la situation : 1) des instituteurs ; 2) des écoliers ; 3) des parents ; 4) des bâtiments où l'école fonctionnait et 5) des dignitaires chargés de l'école. L'État avait besoin d'informations spécifiques et, par conséquent, la loi détaillait clairement sur quoi l'inspecteur devait porter son attention.⁴¹ L'inspecteur général était nommé, en utilisant un terme venu du russe, le réviseur (revizor). Deux inspecteurs spéciaux étaient institués pour les deux premières villes du pays (Bucarest et Craiova).

La révision du statut d'instituteur, de professeur et d'inspecteur se fit à l'intérieur du Ministère et les décisions en furent envoyées depuis le centre vers les départements par l'intermédiaire des circulaires. En 1847, la loi de la réorganisation des écoles opérait des modifications significatives concernant les fonctions d'inspecteur général (réviseur) et d'inspecteur primaire (sous-réviseur). L'une d'entre elles concernait la répartition des responsabilités dans le vaste territoire de la principauté de sorte que la connaissance des besoins de la population et du degré d'intervention soit aussi proche de la réalité que possible. S'appuyant sur l'expérience accumulée, le ministère décida que l'on prévienne *un inspecteur primaire pour les écoles communales de deux plăși*. Les inspecteurs primaires, qui doivent être *compétents et actifs* étaient définis comme *l'organe le plus directe par lequel l'Ephorie puisse s'informer de l'état des écoles communale afin de pouvoir y remédier*. Les inspecteurs bénéficiaient d'une mobilité accrue en fonction des saisons : *au moins trois fois pendant l'hiver et deux fois pendant l'été, mais en hiver pour observer et évaluer et pendant l'été pour surveiller les réparations dans les salles de cours de l'école et leur maintien en bon état*.⁴² Les inspecteurs généraux collectaient ces informations de leurs subalternes ; dans les inspections ultérieures ils corrèleraient la situation sur le terrain rapportée avec les besoins de la population et l'objectif de l'Ephorie. La différence par rapport à la lettre du Règlement Organique résidait dans la reconnaissance implicite et indirecte du besoin de connaître et de mieux gérer la réalité qui existait dans le territoire. Le réviseur ne pouvait pas tout faire, il ne pouvait non plus identifier tous les problèmes pendant une seule visite à l'école ; pour cette raison, le sous-réviseur avait pour rôle de précéder les visites du réviseur.

En 1847, Ioan Maiorescu devenait réviseur scolaire à côté de deux autres intellectuels émigrés de Transylvanie (Aaron Florian et August Treboniu Laurian). C'était son activité professionnelle, très appréciée à l'époque, et son parcours professionnel qui expliquaient son avancement après la vive contestation du système éducatif et culturel de 1838 que j'ai présentée au début de cette étude.

⁴¹ *Regulamentul Organic*, art. 147, 398.

⁴² *Învățătorul satului*, no. 29/1847, 107.



L'homme du système, l'homme contre le système: Ioan Trifu alias Ioan Maiorescu

L'histoire de Maiorescu est l'histoire d'un homme qui changea le système éducationnel en Valachie. Son histoire mérite d'être récupérée ; elle commence en l'Empire autrichien de son vrai nom, Ioan Trifu. Le 24 octobre 1835, Ioan Trifu fut ordonné prêtre par l'évêque d'Oradea. Par la suite, il allait prendre le chemin vers Vienne où l'évêque Lemeny l'envoyait faire un doctorat en théologie à Augustineum ou Frintaneum.⁴³ L'évêque l'avait bien connu à l'époque où Ioan Trifu avait fait ses études à Cluj et à Oradea et ayant apprécié ses aptitudes ; il sollicita auprès du directeur de l'institution aussi bien qu'auprès de l'empereur qu'il y fût accepté.⁴⁴ Obtenant ainsi la permission de quitter le diocèse d'Oradea et d'être reçu à Vienne, il s'y installa et fréquenta en parallèle des cours de philologie et d'histoire. Malgré le soutien dont il bénéficia, en 1836, Ioan Trifu renonça à ses études et émigra en Valachie pour deux raisons. Tout d'abord il se rendit compte qu'il n'avait pas de vocation de prêtre. Ensuite, il fit la connaissance de Maria Popazu, la sœur de Ioan Popazu de Braşov, qui se trouvait lui aussi à Vienne. Ioan Popazu y avait été également envoyé par un autre évêque. Les deux jeunes hommes issus de villes différentes, envoyés par deux évêques de Transylvanie faire des études à Vienne se lièrent d'amitié et, après le mariage de Ioan Trifu avec Maria, furent liés par des liens de parenté. La lettre par laquelle il avait porté à la connaissance de son bienfaiteur la décision prise était d'une sincérité brutale :

« (...) mon zèle, qu'autrefois l'espoir d'obtenir la faveur de Votre Excellence enthousiasmait, faiblissait chaque jour davantage, et maintenant je dois quitter le statut de prêtre pour remplir le devoir que je dois à ma nation, même ayant ce statut (n.n., de prêtre) et qu'avant je n'ai jamais pu prester. Cela signifie que de mon propre gré je renonce à exercer les charges qui m'incombaient de par l'ordre (n.n., de prêtre) et je me suspends pour pouvoir me marier. »⁴⁵

Le désir de Trifu de renoncer à la prêtrise est clair, ainsi que ses raisons. Il savait qu'il avait l'option de renoncer, trouvant un remplaçant convenable et disposé de retourner l'argent dépensé pour lui. Il laissa à son bienfaiteur la responsabilité d'informer le directeur de l'institution.

Mais la lettre montre également le rapport entre les notions de nation et de patrie. Pour Ioan Trifu, la patrie est la Transylvanie, le lieu de sa naissance,

⁴³ *Das höhere Weltpriesterbildungsinstitut zum hl. Augustin*, institution qui a fonctionné pendant un siècle (1816-1918), créée par l'empereur Franz I à la suggestion de Jakob Frint, recteur de Cour, pour transformer les meilleurs prêtres de l'Empire en serviteurs de l'Etat.

⁴⁴ Coriolan Suci, "Din tinereţa lui Ioan Trifu alias Maiorescu. De ce au venit în ţară?", *Societatea de mâine*, 1927, 252.

⁴⁵ Suci, "Din tinereţa lui Ioan Trifu", 272-273.

tandis que la nation a un sens plus large, comprenant l'identité de confession (orthodoxe), d'ethnie et de langue. Ce fait était très important pour un Roumain de l'Empire autrichien, où les trois entités étaient limitées. C'est pour cette raison qu'il énuméra comme possibles pays d'émigration la Valachie, la Moldavie et la Grèce.

Pourquoi donc choisit-il d'émigrer en Valachie ? Il ne pouvait pas retourner en Transylvanie une fois que son action avait été interprétée comme *une éternelle tache d'ingratitude envers ses protecteurs*.⁴⁶ Il ne voulait pas être prêtre car il voulait fonder une famille et avoir une profession. De deux ans son aîné, son ami et futur beau-frère, Ioan Popazu, savait lui aussi à ses 27 ans ce qu'il voulait faire dans sa vie. Peu de temps après, en 1837, il devint professeur à Braşov, la ville qui faisait la liaison entre la Transylvanie autrichienne et la Valachie de l'Empire Ottoman. Ensuite, il fit des démarches pour le développement de l'enseignement en langue roumaine, mais sans renoncer à sa qualité de prêtre.⁴⁷ Le choix de la Valachie fut donc dû à ces relations familiales. En août 1836, Ioan Trifu quitta Vienne pour aller à Braşov, d'où il allait quitter l'Empire autrichien pour entrer dans l'Empire Ottoman, en Valachie. Il se dirigea vers Bucarest pour faire usage de ses relations et pour solliciter un poste dans l'enseignement. Pour laisser derrière soi passé et dettes morales, il prit le nom de Maior car il était apparenté par sa mère à l'un des chefs du mouvement culturel et militant de Transylvanie.⁴⁸ Dans les premiers documents où on le trouve employé à l'Ephorie, son nom connaît des transitions (Maioreanu) pour aboutir à la forme consacrée que l'on connaît aujourd'hui (Maiorescu). En fait, le choix de la Valachie eut aussi une autre raison. Le seul endroit où il y avait d'autres Roumains venus de l'Empire Autrichien était le système éducatif valaque nouvellement mis en place et où il y avait aussi Aaron Florian, Ioan Axente Sever de Transylvanie, de même qu'Eftimie Murgu et Damaschin Bojincă venus de Banat, etc.). Il apprécia également ce que Gheorghe Lazăr avait fait pour l'enseignement en roumain. Il résonna avec la Valachie, elle lui semble plus familière, elle l'attirait et il espérait y trouver sa place. Aidé par Petrache Poenaru, le directeur d'Ephorie des Ecoles, il obtint une place à Cerneţi, petite ville de province, où il était censé développer et réformer

⁴⁶ Suciu, "Din tinereţea lui Ioan Trifu", 272-273.

⁴⁷ Ioan Popazu (1808-1889) fut un lettré roumain, évêque orthodoxe de Caransebes (1865-1889), collaborateur du métropolitain Andrei Şaguna en Transylvanie. Il joua un rôle marquant dans la lutte des Roumains pour leurs droits civiles et religieux dans la Transylvanie et le Banat, provinces de l'Empire autrichien.

⁴⁸ Petru Maior (1756-1821), philologue, théologien et prêtre Greco-Catholique Roumain, fut l'un des trois auteurs de *Supplex Libellus Valachorum*, la déclaration d'émancipation des Roumains de Transylvanie; auteur principal du premier dictionnaire étymologique de la langue roumaine (*Le Dictionnaire de Buda*) (publié posthume en 1825).



l'école primaire. Cette ville de province fut le point sur la carte de la Valachie d'où Ioan Trifu, désormais Ioan Maiorescu, commença à mettre en œuvre sa vision sur l'enseignement.

Périple dans les principautés roumaines: Cerneți, Craiova, Iași, Craiova

En 1837, une année après son arrivée comme instituteur à Cerneți, la ville fut visitée par le prince régnant Alexandru Dimitrie Ghica.⁴⁹ La visite s'inscrivait dans un voyage plus ample du prince en Olténie et l'école de Cerneți se trouvait sur la liste de ces objectifs. On lui y montra la situation du département en insistant sur les améliorations déjà faites et en train d'être faites. Le prince assista à une leçon et remarqua l'instituteur Maiorescu. À cause du manque de personnel, on décida la mutation du jeune homme à Craiova comme professeur de lycée à l'*École centrale et nationale* (fondée 1826). Son transfert dans la deuxième grande ville et également un centre du pouvoir administratif représentait une « promotion ». Avant lui, d'autres professeurs de cette école eurent également le statut d'inspecteurs dans le département d'Olténie.⁵⁰

Maiorescu fut très apprécié jusqu'à ce qu'il entrât en conflit avec les Grecs proches du frère du prince régnant.⁵¹ Il fut rapidement écarté en 1842 et, se trouvant à la recherche d'un emploi, dut prendre le chemin vers la principauté voisine, la Moldavie, devenant professeur à Iași. Il fut d'abord professeur d'histoire et de rhétorique au Séminaire de Socola et, ensuite, à l'Académie Mihaileană sur la base des diplômes obtenus dans l'Empire autrichien et de l'expérience acquise en Valachie qui *confirmaient ses connaissances de philosophie et d'autres louables qualités*.⁵² Il n'y resta pas trop longtemps, mais les recherches montrent son implication à fond dans le processus éducationnel. Il pourrait paraître paradoxal que lui, *qui avait renoncé à son rang de prêtre pour se consacrer à l'enseignement laïc, était devenu professeur dans une institution dont la mission était de préparer ses*

⁴⁹ Alexandru Dimitrie Ghica (1796-1862), Prince Régnaant (1834-1842) et *caimacam* (1856-1858) en Valachie.

⁵⁰ Le professeur Căpățâneanu, l'ami d'Ion Heliade Radulescu (fondateur de l'école), et le professeur Serghie.

⁵¹ Mihail Ghica (1794-1850) fut grand boyar et Ministre de l'Intérieur, archéologue amateur, collectionneur. Il fut également membre de la Société d'Histoire et d'Archéologie d'Odessa (1842) et le fondateur du Musée National de Bucarest.

⁵² V. Cristian, "Ioan Maiorescu, profesor de istorie la Iași (1842-1843)", *Cercetări istorice* (1977) : 311. Le nom sous lequel Maiorescu fut embauché représentait une forme transitoire (Ioan Trifu-Maior). Son salaire était plus élevé que celui de ses collègues. Ce salaire lui suffisait pour payer son logement et les repas.

*étudiants pour devenir prêtres.*⁵³ L'explication en est que Maiorescu reconnaissait les mérites de l'Église, mais simplement, comme le suggèrent ses propres dires, il n'avait pas vocation de prêtre. Pour lui, le Séminaire de Socola, première école officielle en langue roumaine en Moldavie (1803), présentait le grand intérêt de lui offrir la possibilité d'enseigner des disciplines laïques et, en même temps, celle de pouvoir intégrer l'histoire nationale dans l'histoire universelle. Le sens de l'histoire était étroitement lié, dans sa vision du monde, au sentiment national.⁵⁴ Maiorescu enseigna ici le premier cours d'histoire de la Moldavie et, plus largement, du peuple roumain.⁵⁵ Il fit partie du conseil académique consulté en été 1843⁵⁶ en vue de la réorganisation de l'enseignement en Moldavie. Par la suite, l'histoire nationale devint objet d'étude dans le programme des écoles de tout degré.

A Iași, Maiorescu se disputa avec ses supérieurs, restés attachés à la propagande russe ; par conséquent, il préféra présenter à nouveau sa démission.⁵⁷ Le moment était opportun pour lui de revenir sur ses projets initiaux.

Maiorescu rentra en Valachie, profitant du changement de régime. Le prince régnant qui l'avait promu mais qui lui était devenu hostile pour des raisons personnelles, avait été remplacé par Gheorghe Bibescu,⁵⁸ originaire de la région d'Olténie, familière à Maiorescu. Par l'intermédiaire du frère du nouveau prince et du directeur de l'Ephorie des Ecoles (Petrache Poenaru), Ioan Maiorescu réintégra le corps professoral. En 1844 il revint à Craiova comme professeur d'histoire et inspecteur du département d'Olt. Son frère était également professeur dans la même ville. En même temps, Maiorescu commença à avoir des liaisons plus serrées avec la jeune génération d'intellectuels roumains qui avaient fait des études en Occident (le général Magheru, les Golescu, Brătianu, Rosetti et Câmpineanu). Intégré au groupe des futurs révolutionnaires de 1848, Maiorescu n'était plus isolé quant à ses idées réformistes concernant le système éducationnel et son attitude antirusse.

Le retour de Maiorescu en Valachie et l'activité des réviseurs scolaires avant la révolution de 1848

En 1847, l'Ephorie des Ecoles avait commencé à réorganiser l'enseignement, mais à la fin de l'année, en Valachie, les événements prirent une nouvelle tournure.

⁵³ Cristian, "Ioan Maiorescu," 313.

⁵⁴ Cristian, "Ioan Maiorescu," 316.

⁵⁵ Cristian, "Ioan Maiorescu," 319.

⁵⁶ Cristian, "Ioan Maiorescu," 323.

⁵⁷ Cristian, "Ioan Maiorescu," 323.

⁵⁸ Gheorghe Bibescu (1804-1873) fut Prince Régnant en Valachie (1843-1848).



À la suite des discussions internes, l'Ephorie des Ecoles revint sur le statut et les attributions du réviseur. L'enseignement public était censé concerner l'ensemble de la population (*du plus bas au plus haut* [n.n., niveau], selon les préceptes chrétiens et *les devoirs envers la société*). Les inspecteurs primaires des écoles rurales et urbaines devaient *surveiller de plus près* et offrir des informations pour chaque milieu social. Les *Instructions pour les réviseurs scolaires* avaient pour but de:

« (...) voir si les écoliers fréquentent les cours jusqu'à la fin de l'école;

Savoir à la suite des inspections répétées si dans les villages, après avoir fini les travaux au champ, les enfants utilisent leur temps pour apprendre à lire, à écrire, à calculer, à prier Dieu ou à Le remercier;

Si à la ville, outre ces connaissances élémentaires, les écoliers apprennent également les autres connaissances demandées à ce niveau, c'est-à-dire si les professeurs respectent les principes censés inspirer la peur de Dieu et la reconnaissance envers Lui et notre sainte Église;

Si les professeurs enseignent exactement le contenu établi pour leur discipline, s'ils ont le niveau professionnel requis et s'ils font consciencieusement leur travail;

Et, enfin, si par leur comportement ils se montrent dignes de la mission à laquelle ils sont appelés. »⁵⁹

Les réviseurs contrôlaient l'activité des instituteurs et des professeurs. Le savoir devait être corrélé à la moralité chrétienne, l'enseignant devant être un modèle pour l'enfant. Toute transgression dans son comportement et le langage de l'enseignant devait être rapportée. Les instituteurs devaient être consciencieux et s'impliquer dans l'activité didactique, ils devaient adapter leur vocabulaire à l'âge des écoliers et utiliser le matériel pédagogique autorisé, comme suit:

«Les réviseurs rappelleront tout cela aux instituteurs quel que soit leur degré à chaque fois qu'ils voient que ceux-ci manquent à leur devoir par paresse ou parce qu'ils enseignent un contenu non-conforme au bien par l'utilisation en classe de livres qui ne sont pas acceptés par l'Ephorie, soit par l'emploi d'un langage inadéquat à l'âge et à la psychologie des enfants, soit enfin par quelque comportement incompatible avec leur fonction et toutes les observations que les réviseurs feront à l'occasion de leurs inspections seront clairement rapportés à l'Ephorie des Ecoles pour qu'elle puisse prendre les mesures nécessaires afin de faire cesser les manquements et d'encourager ceux qui tiennent le bon chemin. »⁶⁰

En ce moment-là, l'Ephorie des Ecoles décida de nommer dans la fonction de *réviseurs* en Valachie les émigrés de Transylvanie Ioan Maiorescu, Aaron Florian et August Treboniu Laurian, qui étaient proches du directeur de l'institution, Petrache Poenaru. Les trois *réviseurs* se partageaient les départements qu'ils

⁵⁹ Arhivele Naționale ale României (ANR), *Ministerul Cultelor și Instrucțiunii Publice (MCIP)*, 44/1847, f. 3.

⁶⁰ ANR, MCIP, 44/1847, f. 3.

devaient visiter afin d'en vérifier et évaluer les écoles. Aussi, les départements Dolj, Romanați, Gorj et Mehedinți (la région de l'Olténie) étaient-ils assignés à Ioan Maiorescu, les départements Dâmbovița, Muscel, Argeș, Olt et Teleorman à Aaron Florian, tandis que Vlașca, Ialomița, Brăila, Slam Râmnic, Buzău et Prahova revenaient à August Treboniu Laurian.⁶¹ Maiorescu avait l'avantage de connaître de près l'Olténie puisqu'il avait été inspecteur à Craiova et instituteur à Cerneți. Il se tint au courant des mesures prises après son départ de 1842 en Moldavie et bénéficiait de la sympathie de la population.

L'Ephorie avait réfléchi à la manière de rendre les déplacements sur le terrain moins chers et passa un accord avec les autres autorités « (...) pour se déplacer d'une ville à l'autre, les réviseurs ont la permission de prendre la poste aux frais de la caisse des écoles. »⁶² Le transport dans les villes était donc décompté. Dans les villages, pour que les dépenses de transport puissent être décomptées, le réviseur devait partager les moyens de transport avec les autorités locales, le but en étant double: économie budgétaire et corrélation entre l'administration locale et les autorités scolaires. Il y a là un progrès par rapport à la situation antérieure, quand l'État avait pris en compte les déplacements des sous-réviseurs, qui devaient précéder les visites des réviseurs. Les inspecteurs nés en Transylvanie représentaient une autorité moins flexible, partageant une vision unitaire sur l'enseignement. L'Ephorie des Ecoles convint avec le ministère de l'Intérieur pour envoyer une circulaire aux administrations départementales sous-mentionnées. Le texte d'une circulaire, ci-dessous, concernait Ioan Maiorescu. Les circulaires visant d'autres réviseurs avaient un contenu quasi identique:

« Conformément à la décision de réorganisation des écoles, les dirigeants de l'Administration des Écoles ayant nommé Monsieur le serdar⁶³ I. Maiorescu réviseur pour les écoles des villes et villages de ces départements, invitent les distinguées administrations locales de bien vouloir lui offrir tout leur soutien afin qu'il mette en pratique les instructions reçues tant en ce qui concerne les écoles communales des villages que les écoles élémentaires des villes.

L'Ephorie n'eut aucun doute que par la bonne entente entre les autorités locales et les réviseurs qui viennent d'être nommés, le but de faire progresser lesdites écoles sera atteint à force de les surveiller elles-aussi avec zèle et exactitude, à l'instar du progrès obtenu dans le pays dans les autres domaines d'intérêt public, d'un côté pour que le but du gouvernement éclairé de ce pays soit atteint et de l'autre pour que les autorités publiques qui confirment avec zèle et compétence la confiance que le haut gouvernement leur accorde pour veiller sur une partie des

⁶¹ ANR, MCIP, 44/1847, f. 7.

⁶² ANR, MCIP, 44/1847, f. 7.

⁶³ Titre de petite noblesse obtenu en 1846. Voir Paul Cernovodeanu, Irina Gavrilă, *Arhondologiile Țării Românești de la 1837* (Brăila: Muzeul Brăilei-Istros, 2002), 117.



intérêts les plus importants de la société le soient également de par leurs nobles sentiments la fierté de la nation. »⁶⁴

Par ce formulaire, l'Ephorie des Ecoles indiquait les responsabilités des trois réviseurs envers l'État et la nation : ils se devaient d'être précis dans leur évaluation et dans leurs rapports afin que le progrès dans l'enseignement fût en accord avec les efforts faits dans d'autres domaines d'activité.

Le 28 novembre 1847, les réviseurs s'en allèrent vers les départements qui leur avaient été assignés, les frais de transport payés. L'exemple de Maiorescu est similaire à celui des deux autres réviseurs:

«Monsieur le serdar I. Maiorescu, le réviseur des écoles des villes et villages des départements de l'Olténie Dolj, Romanați, Vîlcea, Gorj et Mehedinți part maintenant les inspecter. Veuillez remettre à la caisse des Postes 500 lei (cinq cent), soit huit chevaux de voiture de poste pour vingt-cinq relais de poste

De Craiova à Romanați... ..Relais de poste, 3

De Romanați à Rîmnicul Vîlcei... ..Relais de poste, 7

De Rîmnicul Vîlcei à Tîrgoviște... ..Relais de poste, 5

De Tîrgoviște à Cerneți... ..Relais de poste, 4

De Cerneți à Craiova... ..Relais de poste, 6»⁶⁵

Le 9 janvier 1848, Ioan Maiorescu remettait son rapport à l'Ephorie des Ecoles. Il y montrait qu'il avait rencontré lors de ses inspections «de l'embarras et des difficultés concernant la méthode de travail » dans les écoles primaires. Il était resté 2-3 jours dans chacun des chefs-lieux pour montrer aux instituteurs et aux professeurs comment il s'y était pris personnellement pour obtenir de bons résultats avec ses élèves. Il avait laissé à chaque instituteur ou professeur, de même qu'aux représentants de l'autorité locale, les règles qu'il avait trouvées utiles après les avoir mises en pratique durant plusieurs années. Il les avait appelées *Règles et réflexions sur l'enseignement primaire dans les écoles élémentaires et communales*.

L'enfant était encouragé à acquérir une bonne moralité et un bon comportement en société. Pour ce faire, il recommandait la prière de matin au début des classes et celle du soir à la sortie des classes. Elle était suivie de les discussions entre le professeur ou l'instituteur et les élèves sur le bon sens et le bon comportement en société. Maiorescu appréciait que pareilles discussions dussent avoir lieu une fois par semaine et qu'elles devaient durer environ un quart d'heure. Concernant le processus d'enseignement, il contestait le système lancastérien fondé sur la mémorisation automatique par l'intermédiaire des moniteurs des classes. Maiorescu montrait qu'il était nécessaire que les professeurs adaptent leur discours au niveau de compréhension des écoliers et qu'ils adoptent une certaine

⁶⁴ ANR, MCIP, 44/1847, f. 9-9v.

⁶⁵ ANR, MCIP, 44/1847, f. 15.

familiarité pour favoriser un rapprochement des deux parties dans le processus d'enseignement. La conversation était la méthode à adopter afin que l'enfant se libère du texte pour n'en retenir que les idées. Ce qui l'intéressait, c'était de développer la pensée critique aux dépens de la mémorisation. Pour assurer le bon fonctionnement de l'enseignement, les instituteurs devaient être examinés régulièrement, la fréquence des écoliers étant soigneusement enregistrée ; l'administration locale avait la tâche de punir (à leur guise) les parents dont les enfants ne fréquentaient pas l'école. Les prix offerts à la fin de l'année scolaire avaient pour but d'encourager les bons élèves et les parents à envoyer leurs enfants à l'école.

Ce rapport montre clairement que Maiorescu et les autres réviseurs venus de Transylvanie prêtaient attention aux exigences imposées par l'État, mais ils les adaptaient aux besoins locaux et n'avaient pas hésité à dénoncer les limites de certains modèles, par exemple le système lancastérien.

Pendant ce temps, Ioan Maiorescu n'avait pas interrompu ses relations avec l'espace culturel autrichien et allemand et publia dans *Augsburger Allgemeine Zeitung* et *Ostdeutsche Post*. De plus, Ioan Maiorescu participa à la révolution de 1848, représentant un maillon entre les révolutionnaires roumains de Valachie et ceux de Transylvanie. Le gouvernement révolutionnaire de Valachie était politiquement modéré.⁶⁶ À la suite des discussions internes, le gouvernement décida qu'Ioan Maiorescu aille en Allemagne faire pression auprès de l'Assemblée nationale de la Confédération allemande de Frankfort,⁶⁷ tandis que d'autres devaient se diriger vers Paris, Londres et Constantinople. Leur but principal était de protester contre l'intervention de la Russie dans les gouvernements des principautés roumaines et faire connaître en Europe le projet d'une Roumanie autonome. Maiorescu a présenté à Frankfort deux memoranda en parlant de la possibilité d'unifier la Valachie, la Moldavie, la Bucovine et la Transylvanie dans un royaume nommé Roumanie, régné par un prince autrichien et sous la protection d'Allemagne.⁶⁸ L'idée fédéraliste, présentée différemment par les révolutionnaires roumains de

⁶⁶ Florescu, *The Struggle Against Russia*, 229.

⁶⁷ Angela Jianu, *A Circle of Friends. Romanian Revolutionaries and Political Exile, 1840-1859* (Leiden: Brill, 2011), 144-145; Dan Berindei, *Din începuturile diplomației românești moderne* (București: Editura Politică, 1965), 65-69; Septimiu Albini, *1848 în Principatele Române* (București: Imprimeriile „Independența”, 1910), 170-186. La revue roumaine *Gazeta de Transilvania*, XI, 74/1848, 306 annonçait le 9 septembre 1848 que Maiorescu était reçu comme « agent diplomatique » à Frankfort par Heinrich von Gagern. A. G. Golescu-Negri fut envoyé en mission à Paris et à Londres, alors qu'Ion Ghica était parti pour Constantinople.

⁶⁸ Voir Ion Ghica, *Amintiri din pribegia după 1848. Nouă scrisori către V. Alecsandri* (București: Sococ, 1889), 120-145 (le memorandum du 5 Septembre 1848 et du 4 novembre 1848).



Valachie, divisa le milieu révolutionnaire.⁶⁹ Force est de souligner que la majorité des intellectuels roumains était favorable à l'inclusion du nouvel royaume dans un empire multiethnique et multiconfessionnel, gardant les droits locaux, une culture nationale, des solutions pour les problèmes socio-économiques du pays et, surtout, évitant un second centre politique (pour les roumains de Transylvanie, la Hongrie ; pour la Valachie, la Russie).

Maiorescu fut aussi présent à Vienne et à Sibiu. A Vienne il fit partie d'une délégation des Roumains qui avait la mission de discuter avec les autorités autrichiennes au sujet de l'émancipation nationale des Roumains, hélas sans aucun effet.⁷⁰ Les centres politiques impériaux restèrent prudents sur la question des nationalités.⁷¹ A Sibiu, Maiorescu aida les chefs roumains de la révolution de 1848 en Transylvanie à être libérés de la prison. Il fut aussi le co-auteur des rapports sur leur activité, faits pour la Cour de Vienne.⁷²

Après ces missions diplomatiques, en 1850, Maiorescu alla à Vienne pour s'engager comme fonctionnaire au ministère de la Justice où il traduisit en roumain les codes de lois autrichiennes. Il fut enlevé par les autorités pour avoir continué à publier dans les journaux des articles militant pour la cause nationale des Roumains. Maiorescu fut l'un des chefs modernes et pragmatiques de la révolution de 1848 ;⁷³ Nicolae Bălcescu, le chef de la révolution en Valachie, le considérait néanmoins comme trop modéré.⁷⁴

En 1857, Ioan Maiorescu écrivit un ouvrage paru à Bruxelles. Il y discutait les concepts de suzeraineté, de vassalité et de féodalité, lançant une plaidoirie pour le droit des peuples à l'autodétermination.⁷⁵

Ioan Maiorescu se rendait compte que l'union des principautés portait un coup dur non seulement à l'Empire Ottoman, mais aussi à l'élite locale, désireuse de négocier avec la Porte sur le trône de l'une des principautés. L'union des principautés roumaines représentait un pas en avant dans le processus de

⁶⁹ Florescu, *The Struggle Against Russia*, 275-6.

⁷⁰ G. Barițiu, "Ioan Maiorescu", *Transilvania*, X, no. 14/1877, 155.

⁷¹ Hans Joachim Hahn, *The 1848 Revolutions in German Speaking Europe* (Abingdon-New York, 2001), 129-153.

⁷² Il s'agit de Avram Iancu, Simion Balint et Axente Sever. Ces rapports furent publiés sous le titre *Die Romanen der Österreichischen Monarchie*, 2. Heft (Wien : Drud von Carl Gerold & Gohn, 1850). L'ouvrage a été publié sans auteurs, mais on sait qu'a été réalisé par Ioan Maiorescu et A. Treboniu Laurian.

⁷³ Jianu, *A Circle of Friends*, 187. Il est à côté d'Ion Ghica, Al. Golescu-Negru, Ion Ionescu de la Brad et Nicolae Bălcescu, tous impliqués dans la réalisation de la Constitution de Valachie de 1848, surtout de l'article 13 (concernant la situation de paysans).

⁷⁴ Dan Berindei, *Pe urmele lui Nicolae Bălcescu* (București : Sport-Turism, 1984), 219.

⁷⁵ Ioan Maiorescu, *Desvoltarea drepturilor principatelor Moldo-Române în urma Tratatului de la Paris din 30 martie 1856* (Bruxelles, 1857).

désintégration de l'Empire Ottoman et de l'ancienne élite politique. Maiorescu fut également conscient des différences économiques entre les principautés au niveau des paysans, mais il crut à la possibilité d'une réforme agraire qui devait uniformiser et améliorer la situation de cette classe sociale. Il vit aussi l'émancipation de la nation comme un moyen d'assurer l'accès des paysans à l'enseignement et à la culture et, par conséquent, d'élever leur situation économique.

Préparation de la loi de l'instruction publique (1864)

L'Union de la Moldavie et de la Valachie avait été réalisée par la volonté des deux Assemblées électives de choisir le même prince dans les deux principautés (le 5 et le 24 janvier 1859). Les démarches diplomatiques entreprises pour la reconnaissance européenne du nouvel État furent accompagnées sur le plan intérieur d'un processus de réorganisation administrative. Les premières nominations dans les fonctions clés du jeune État roumain étaient le résultat d'influences, de collaborations et de mérites personnels. Je m'arrêterai sur les premiers discours et nominations en poste afin de mettre en évidence la contribution des trois représentants de l'émigration de Transylvanie, anciens réviseurs scolaires valaques, et surtout sur ceux d'Ioan Maiorescu, à la préparation de la loi de l'enseignement de 1864.

Lorsque sa carrière diplomatique prit fin, Ioan Maiorescu revint dans l'enseignement en tant que professeur d'histoire critique et statistique au Collège Saint Sava de Bucarest,⁷⁶ pour devenir ensuite directeur de l'Éphorie des Ecoles. Il devint le directeur de l'institution qu'il avait critiquée dans sa jeunesse, et l'un des chefs du système scolaire à la réforme duquel il avait contribué. Il se trouvait maintenant dans la position de pouvoir influencer l'enseignement public et de le déterminer à suivre le cours auquel lui et ses collègues de génération avaient rêvé depuis toujours. Son ami et ancien collègue, August Treboniu Laurian, venait de fonder un périodique officiel, *Instrucțiunea publică*. Ce sera le lieu où les trois anciens réviseurs et leurs collègues de Valachie et de Moldavie (Vasile Boerescu, Gheorghe Costaforu, V.A. Urechia et d'autres) discuteront idées, programmes et règles concernant le corps des professeurs et les réformes à adopter dans le nouvel État.

Après l'accomplissement de l'union des principautés, l'enseignement se trouva parmi les principaux objectifs sur l'agenda de l'équipe du prince nouvellement élu. Le 8 décembre 1859, le prince Alexandru Ioan Cuza annonçait le programme de son gouvernement, qu'il voulait voir mis en œuvre parce que l'époque du provisoire et des troubles politiques était passée. Il attira l'attention sur le fait que dans l'intérêt du pays, pour pouvoir expliquer et mettre en place les projets voulus, il fallait qu'il y ait enfin une unité de l'élite et des intellectuels – *si à ce jour il y a*

⁷⁶ *Monitorul Oficial al Țării Românești*, no. 74 (1859).



*encore de vaines espérances ou rêves personnels restés cachés dans quelque tête, tout cela doit finir aujourd'hui.*⁷⁷

Le prince reconnaissait que l'enseignement public fonctionnait depuis 1832, revendiquant l'héritage de l'époque du Règlement Organique, mais il était conscient de ses imperfections :

« Depuis 27 ans que nos écoles fonctionnent elles n'ont nullement réalisé les espoirs de la nation. Loin de moi de rendre coupable qui que ce soit, je préfère faire porter le chapeau au système d'enseignement. Nous avons trop cherché à imiter ce qui se passe dans d'autres pays, en préparant les gens uniquement pour des professions libérales. La Roumanie a d'autres besoins qui lui sont spécifiques et le temps est venu d'y penser. »

Par son gouvernement, il voudrait mettre en place un enseignement public graduel, à la portée de toutes les classes sociales et que l'éducation du peuple assure :

« Les meilleures garanties d'ordre, de progrès et de patriotisme éclairé. Elle (n.n., l'éducation du peuple) doit donc répondre aux vrais besoins et à la véritable position de chaque nation. Si une instruction supérieure de grande importance nous est vraiment utile, l'instruction élémentaire et primaire nous est absolument nécessaire afin de répandre la vie nouvelle dans tout le pays. »⁷⁸

La vie nouvelle dont parlait le prince régnant était pour les Roumains le nouveau commencement en tant qu'État. Mais ce nouveau commencement ne jaillissait pas du néant, il avait pour fondement les expériences éducationnelles antérieures. Tout comme à l'époque du *Regulament*, Cuza se rendait compte de l'importance des représentants de l'Église dans le milieu rural et recommandait la collaboration avec eux, de sorte que chaque paysan pût lire et écrire. Les prêtres pouvaient beaucoup *aider à propager les lumières au sein de la population paysanne*.⁷⁹ Il reprenait à nouveau une idée très présente chez Maiorescu, à savoir que l'élite et les intellectuels devaient se détacher des modèles occidentaux, ne plus imiter méthodes et systèmes de travail :

« Je voudrais que l'enseignement soit davantage approprié aux besoins et à la nature des Roumains et qu'il n'imité pas sans réflexion aucune telle ou telle institution étrangère. »⁸⁰

Le prince exigea que l'on réunît toutes les informations et les expériences nécessaires pour que les futures réformes (y compris celles dans l'enseignement public) eussent une base et les plus grandes chances d'être mises en pratique avec succès. Il était conscient qu'il y avait des divergences d'opinion entre générations

⁷⁷ *Monitorul*, no. 148/1859, 589.

⁷⁸ *Monitorul*, no. 148/1859, 590.

⁷⁹ *Monitorul*, no. 148/1859, 590.

⁸⁰ *Monitorul*, no. 148/1859, 591.

et également à l'intérieur de chaque génération ; mais il voyait la situation comme une chance de renouveau national, *le temps étant venu de s'occuper de nos affaires et, dirais-je, de faire le ménage dans notre pays*:

«Les frères de sang, de religion, de langue et d'intérêts, les Moldaves et les Valaques, m'ont appelé à prendre le pouvoir afin de les confondre dans le même amour, de leur octroyer les mêmes soins.

Ce que nous devons accomplir est sans doute difficile, mais en même temps c'est quelque chose de grandiose, car nous avons à consolider notre nationalité. Que chaque Roumain, qu'il soit petit ou grand, le considère comme son devoir et qu'il mette à son accomplissement tous les pouvoirs qui lui inspire son amour de la patrie. J'appelle tous les Roumains, sans distinction, et leur dis qu'il faut que nous oublions [les dissensions]».⁸¹

Pour oublier les dissensions, on devait les résoudre et trouver un équilibre dans la législation pour unifier les systèmes administratifs de la Valachie et de la Moldavie. Même si les signataires étaient des gens issus de ces territoires, une contribution importante y eurent également les représentants des émigrés de Transylvanie. Ils n'occupèrent pas de hautes fonctions, comme celle de ministre, parce que le processus de reconnaissance officielle de l'État roumain était en cours de déroulement au niveau européen. Au printemps de la même année 1859 où Cuza transmettait son message sur la réforme et l'unité avec la capitale à Bucarest, les autorités décidèrent la nomination des intellectuels de Transylvanie dans des fonctions de haute responsabilité, Ioan Maiorescu étant nommé directeur à l'Ephorie des Ecoles

Les intellectuels de Transylvanie collaborèrent assidûment avec le prince Cuza et son équipe, mais d'une manière moins visible. En remémorant événements et sentiments, l'un de ces intellectuels affirmait vers la fin du XIX^e siècle qu'à cette époque-là, *les Roumains de Transylvanie étaient prêts à mourir pour le prince Cuza*.⁸²

En 1859, lorsque le prince Cuza transmettait son message, dans le contexte européen difficile que l'on vient de préciser, l'émigré de Transylvanie August Treboniu Laurian publiait dans le journal officiel qu'il dirigeait l'état des lieux de l'instruction publique du jeune État roumain :

« Nous reconnaissons la nécessité de répandre les lumières des connaissances élémentaires dans toutes les classes de la société et par conséquent nous voulons voir la création des écoles communales pour les enfants des deux sexes dans toutes *les oppides*⁸³ et les villages de sorte que dorénavant tout garçon ou fille puisse, à

⁸¹ *Monitorul*, no. 148/1859, 592.

⁸² A. Papiu-Ilarian, "Memoriu inédit", *Revista pentru istorie, arheologie și filologie* I, no. I (1883): 145.

⁸³ Oppid, abréviation d'oppidum (Lat.) = ville. Le latinisme de Laurian est connu à l'époque. Il y a des différences entre les lettrés de Transylvanie à cet égard. Maiorescu a tenté de garder l'impartialité là-dessus. Voir Mitu, *Geneza identității naționale*, 344.



l'âge de 12 ans, lire, écrire, calculer, prier Dieu et connaître les devoirs moraux de l'homme.

Les bases en sont jetées et, Dieu merci, nous avons maintenant presque 2000 écoles en Roumanie. Mais, afin d'atteindre notre but, elles sont encore trop peu nombreuses, l'organisation interne du ministère a encore beaucoup de choses à améliorer, les salles de classe ne correspondent que dans très peu de cas à leur destination, la rétribution des instituteurs est bien trop petite par rapport aux tâches qu'ils doivent remplir. Il est absolument nécessaire d'augmenter les fonds destinés à l'enseignement pour permettre son développement, car aujourd'hui, si l'on ne prenait en compte que seules les écoles communales, tous les revenus des écoles sont loin de suffire à couvrir rien que les modestes salaires des instituteurs communaux. >⁸⁴

La vision de Laurian était fondée sur son expérience de réviseur départemental. En même temps, elle répondait à la volonté du prince Cuza d'édifier un enseignement égalitaire (pour les deux sexes), adapté aux besoins de la population et en accord avec les valeurs chrétiennes. L'infrastructure scolaire qui représentait le point de départ de la réforme était estimée à 2000 écoles communales. Laurian anticipait les difficultés budgétaires et le ralentissement que celles-ci marqueraient dans le développement d'un réseau scolaire stable et de bonne qualité. Peu après, Ioan Maiorescu rédigea ses *Instructions pour inspecteurs généraux, inspecteurs départementaux, sous-inspecteurs et instituteurs communaux*.⁸⁵ Il y donnait des dispositions qu'il considérait comme essentielles (*les devoirs*) pour le profil de l'inspecteur et pour atteindre les objectifs de l'État concernant l'enseignement. On y voit une similarité avec les conseils de Petru Maior en Transylvanie au début du XIX^e siècle pour les curés de campagne qui devaient avoir *conscience de leurs ouailles*.⁸⁶ A la différence de son ancêtre, Maiorescu envisageait une désacralisation de l'enseignement et une instrumentalisation des prêtres.

Ioan Maiorescu rendait les inspecteurs responsables en les transformant non seulement en serviteurs de l'État, mais aussi de la nation. Il complétait la vision de Laurian en définissant l'instruction primaire comme *fondement de la culture de toute nation*. En ce sens, la vérification des connaissances devait être faite pour les deux sexes, aussi bien dans les villes que dans les villages. Un article des *Instructions* précisait que les inspecteurs devaient être bien instruits et d'une

⁸⁴ A.T. Laurian, "Despre instrucțiunea publică", *Instrucțiunea Publică*, décembre 1859.

⁸⁵ I. Maiorescu, "Instrucțiuni pentru inspectorii generali, inspectorii de județe, subinspectorii de plăși și plaiuri și pentru învățătorii comunali", *Instrucțiunea Publică*, décembre 1860.

⁸⁶ Apud Petru Maior en Romul Munteanu, «Les idées pédagogiques de l'École transylvaine», dans *La culture roumaine à l'époque des Lumières*, ed. Romul Munteanu, II (București: Univers, 1985), 103.

conduite morale irréprochable (il mentionne *le sérieux, le calme, l'affabilité et la bienséance qui caractérisent les gens cultivés*).⁸⁷ Dans les articles détaillant l'activité des inspecteurs généraux, il montrait qu'ils devaient visiter les écoles publiques et privées, de garçons et de filles deux fois par saison et rendre six visites par an dans la capitale du département (chap. III, art. 5-8). C'étaient *les inspections ordinaires* et obligatoires. En même temps, les inspecteurs devaient être conscients qu'ils étaient à la disposition de l'Ephorie des Ecoles et qu'ils pouvaient être envoyés en missions spéciales dans le territoire (chap. III, art. 9). Ils avaient la liberté de faire des observations afin d'améliorer la situation constatée.

En ce qui concerne la façon de réaliser l'inspection, Maiorescu demanda la collaboration avec les autorités locales: en milieu rural, le maire et le plus vieux prêtre et en milieu urbain, les membres des conseils municipaux. Ceux-ci devaient assister soit en personne, soit par représentants (chap. III, art. 12). S'ils refusaient, l'inspecteur seul pouvait faire son inspection (chap. III, art. 13). Le système d'enseignement accepté était le système mixte – il rejetait le système lancastérien pur, mais aussi sa forme *dégénérée*. *La méthode lancastérienne ou mutuelle n'est bonne que pour un apprentissage mécanique des lettres, la lecture des mots syllabe par syllabe, l'acquisition des habitudes fondamentales de calligraphie, la notation et la connaissance des nombres*. Tout le reste se faisait par des questions directes, de sorte que l'élève sût ce qu'il devait apprendre et comment il devait le faire. L'apprentissage de la grammaire était essentiel et Maiorescu était impitoyable là-dessus en sanctionnant durement quiconque (élève ou instituteur) s'éloignait de la règle: *L'instituteur qui n'a pas de cesse de connaître à fond la langue nationale et sa grammaire ne mérite pas le poste d'instituteur et sur ce point les inspecteurs seront de la plus grande rigueur et impartialité*. Ils feront également très attention à la forme calligraphique de l'écriture des écoliers (chap. III, art. 16.). Les règles devaient être respectées sur l'ensemble du territoire, dans les villes et à la campagne, afin de réaliser un enseignement uniforme. Ioan Maiorescu mentionnait qu'on introduisit également à la campagne dans le plus court délai un petit cours d'agronomie et d'agriculture pratique.

Ioan Maiorescu considérait que les inspecteurs (fonction qu'il avait occupée lui-même) étaient importants parce qu'ils seraient dorénavant non seulement les instituteurs des candidats au métier d'instituteur, mais les vrais directeurs des écoles communales rurales ; par conséquent, on leur demandait d'avoir des connaissances profondes et vastes qui les mettaient en état d'apprécier d'un côté l'importance de ces écoles et de l'autre la gravité et la délicatesse de leur mission.⁸⁸ La haute qualification exigeait aussi un salaire sur mesure, l'aspect économique s'imposant à plus

⁸⁷ Munteanu, "Les idées pédagogiques".

⁸⁸ *Starea Instrucțiunii publice în România-de-Sus la fînitul anului scolastic 1859-1860* (București: Tipografia Statului, 1860), 7.



forte raison en milieu rural. Pendant l'époque précédente, la communauté rurale était obligée de soutenir financièrement les écoles, en contribuant avec une taxe de quatre jusqu'à cinq lei par famille. L'instituteur d'une commune pouvait toucher jusqu'à 300 lei par an, ce qui était peu pour lui, mais difficile à obtenir en imposant des taxes à la communauté. De même, la paye du réviseur départemental, 200 lei par mois, *était modique pour une charge si laborieuse, même le temps physique ne suffisant pas pour qu'il puisse remplir dûment les tâches assignées.*⁸⁹

Maiorescu affirme encore une fois l'importance d'un subalterne du réviseur départemental (le sous-inspecteur *de plasă*) car l'expérience de l'époque antérieure avait démontré que c'était une bonne solution et, de ce fait, il la recommandait:

« L'expérience concernant le fonctionnement des écoles communales de 1838 à 1848 quand il y avait un sous-réviseur pour chaque *plasă* a démontré la nécessité et l'opportunité de ce poste. Ces sous-inspecteurs seront recrutés parmi les actuels instituteurs communaux qui se sont fait remarqués par leurs connaissances et leur diligence. »⁹⁰

Par ses efforts personnels et ceux de son équipe, le salaire des instituteurs fut doublé (de 300 lei à 600 lei).⁹¹ Maiorescu se rendait compte que, malgré la haute qualification professionnelle que les instituteurs bien instruits par leur inspecteur pouvaient atteindre, dans les villages plus isolés et plus éloignés des grandes villes ils arrivait inévitablement à ne plus pouvoir se tenir au courant du progrès scientifique, des grands débats et des besoins de la société.⁹²

Par conséquent, l'Ephorie qu'il dirigeait y avait trouvé comme solution la relocation budgétaire pour imprimer les meilleurs livres *contenant les connaissances usuelles nécessaires aussi bien à l'instituteur qu'au paysan pour son économie domestique afin de les mettre entre les mains des instituteurs et finalement des écoliers villageois.*⁹³ Ce fut le ministère qui intervint dans la constitution de ce sous-budget spécifique en offrant une somme de 400 *galbeni* (pièces en or) destinée à imprimer quatre types de manuels: 1) *d'agriculture correspondant au niveau d'intelligence du paysan, avec des chapitres supplémentaires concernant l'élevage, la culture des potagers, des forêts et des vignes*; 2) *d'hygiène*; 3) *de morale pratique avec des exemples historiques* et 4) *de pédagogie, conformément à la mission de l'instituteur.*⁹⁴

La revue cessa son activité en novembre 1861, après seulement deux années d'existence. Mais ces deux années furent particulièrement importantes parce que les pages de la revue étaient un espace de vifs débats et tous ceux qui furent

⁸⁹ *Starea Instrucțiunei publice*, 7.

⁹⁰ *Starea Instrucțiunei publice*, 8.

⁹¹ *Starea Instrucțiunei publice*, 8.

⁹² *Starea Instrucțiunei publice*, 8.

⁹³ *Starea Instrucțiunei publice*, 8.

⁹⁴ *Starea Instrucțiunei publice*, 8.

activement impliqués dans la réforme de l'enseignement y avaient contribué. Immédiatement après, le 11 décembre 1861, fut réalisée l'union administrative des deux principautés sous le nom de Roumanie. L'Ephorie des Ecoles fut elle aussi supprimée et un Conseil Supérieur de l'Instruction Publique fut créé, fonctionnant dans le cadre du ministère des Cultes et de l'Instruction Publique. À la suite de cette réorganisation, Ioan Maiorescu fut remplacé dans le poste de directeur. Sur la demande du Conseil, Vasile Boerescu fut chargé de réaliser un projet de loi de la réorganisation de l'enseignement public roumain (1863). La loi de l'instruction publique fut promulguée le 25 novembre 1864 ; elle stipulait la gratuité et l'obligation de l'enseignement primaire pour tous les enfants, garçons et filles, quelle que fût la classe sociale à laquelle ils appartenaient.

En 1863, une année avant sa mort, toujours attaché à l'idée de l'édification de l'enseignement public sur des bases solides, appropriées à la réalité roumaine et rejetant l'idée de l'imitation, Ioan Maiorescu rédigea une petite brochure, *Réflexions (Reflesiuni)*,⁹⁵ où il établissait une liaison étroite entre le développement de la société moderne et le développement des villages. Il pensait que le meilleur moyen d'y parvenir était de laisser une large autonomie aux communes rurales. Pour Maiorescu, le progrès à travers l'école était liée à cinq facteurs : l'accessibilité (pour tous), la hiérarchie (pour tous les degrés), le statut public (d'État) de l'établissement, l'égalité d'accès pour les deux sexes et le caractère unitaire, obligatoire et gratuit pour l'enseignement primaire.⁹⁶ Il affirmait que *malgré les apparences, ma nation a fait le plus grand progrès puisque en deux générations seulement on est parvenu à ce que tout Roumain sache lire et écrire, les quatre opérations arithmétiques et le petit catéchisme*, ce qui représentait dans sa vision d'ancien instituteur, professeur, inspecteur et directeur le minimum d'alphabétisation attendu.

Bien sûr, il ne faut ni exagérer les mérites de Maiorescu, ni les sous-estimer. D'ailleurs, il regrettait lui-même ne pas avoir pu élever le nombre des écoles. En 1859, la statistique de son directorat montre, pour l'enseignement primaire (d'État et privé), l'inscription de 59 512 élèves dans les écoles publiques (58 546 garçons, 966 filles) et 4538 élèves dans les écoles privées (3724 garçons, 814 filles). Cela revient à un total de 64 050 élèves dans les écoles primaires et de 2501 instituteurs.⁹⁷ En 1861, la situation est la suivante : 65 039 élèves inscrits dans les écoles publiques (62 575 garçons, 2462 filles) et 3750 élèves dans les

⁹⁵ *Reflesiuni fugitive asupra modificărilor și reformelor ce se introduce în ramura instrucțiunii publice prin bugetul pe anul 1863*, signée par un vieux professeur et avec les initiales I.M. A (București: Imprimeria națională a lui St. Davidescu, 1863).

⁹⁶ Marin Stoica, *Ioan Maiorescu* (București: Editura Didactică și Pedagogică, 1967), 123-130.

⁹⁷ *Starea Instrucțiunii publice (1859)*, 20. Le nombre des villages avec écoles communales était de 2491.



écoles privées (3203 garçons, 547 filles), à savoir un total de 68 789 élèves dans les écoles primaires sur un total des 2584 instituteurs.⁹⁸ La solution proposée était d'augmenter le nombre des élèves pour chaque instituteur. Ces chiffres représentent l'héritage de la Valachie avant l'unification administrative avec la Moldavie (1861).

La maladie tua Ioan Maiorescu assez jeune, à 53 ans. Ses projets furent repris par son fils, Titu Maiorescu. D'ailleurs, en 1867, Titu se trouva parmi les membres fondateurs de la *Societatea Literară Română*, l'ancêtre de l'Académie Roumaine d'aujourd'hui, à côté des collègues de génération de son père : August Treboniu Laurian, George Barițiu, Timotei Cipariu, Ion Heliade Rădulescu, etc. Peut-être le plus important héritage laissé par son père fut la conceptualisation de la théorie des formes dépourvues de fond, à laquelle l'historiographie reconnaît la provenance roumaine.⁹⁹ Les élèves d'Ioan Maiorescu évoquaient dans un volume qui lui avait été dédié son exhortation à travailler acharnement : *Travaillez ! Nous avons travaillé, nous, mais vous devez travailler encore davantage !*¹⁰⁰ Maiorescu était un acteur social qui avait la capacité de consolider la communauté ethnique et identitaire. Pour lui, être Roumain était une identité qui pouvait cohabiter avec celle de sujet ottoman/ autrichien ou avec la notion de « citoyen européen ». ¹⁰¹ En leur ensemble, les lettrés de Transylvanie, bien que dispersés et se trouvant dans une mobilité continue *ont ouvert de larges perspectives à la culture roumaine moderne.*¹⁰²

Conclusions

Il y eut une continuité d'idées et de projets tout au long du XIX^e siècle qui aboutirent à la loi de l'enseignement de 1864. L'équipe qui rédigea le texte de la loi sur l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour les deux sexes avait largement puisé dans l'expérience antérieure et s'en réclama. Le réseau scolaire fut révisé périodiquement à l'époque du Règlement Organique (1831-1856) et fut présenté par la suite comme un modèle à suivre. La liaison entre les deux moitiés du XIX^e siècle fut assurée par des intellectuels impliqués dans le processus éducationnel. L'émigration des intellectuels roumains de Transylvanie eut l'effet

⁹⁸ *Starea Instrucțiunii Publice în România-de-Sus la finalul anului scolastic 1860-1861* (București: Tipografia Statului, 1861), 9.

⁹⁹ Constantin Schifirneț, *Formele fără fond, un brand românesc* (București: Comunicare.ro, 2007), 36-39.

¹⁰⁰ A. Bănescu, V. Mihăilescu, *Ioan Maiorescu. Scriere comemorativă cu prilejul centenarului nașterii lui, 1811-1911* (București : Tipografia Românească, 1912) ; Vasile Mihăilescu, *Subscriptia Monumentului Ioan Maiorescu* (Craiova: Tiparul Tipografiei „Ramuri”, 1913).

¹⁰¹ James Morris, “Locating the Wallachian Revolution of 1848”, *The Historical Journal*, 64, 3 (2021), 625.

¹⁰² Munteanu, “L'influence de l'école transylvaine”, 306.

de limiter l'influence française qui se manifestait dans la société roumaine des deux principautés et de rejoindre les voix critiques qui s'élevaient contre les modèles occidentaux. À côté des intellectuels des principautés, les intellectuels émigrés de Transylvanie rejetèrent tout type d'universalisme culturel, s'intéressant, en revanche, à mettre en place une adaptation aux particularités de la société roumaine.

Les émigrés de Transylvanie, surtout leur chef de file, Ioan Maiorescu, en vertu de leurs fonctions d'inspecteurs et de réviseurs, sont intervenus avec des initiatives administratives et pédagogiques marquantes. Ils rejetèrent partiellement la méthode lancastérienne, malgré sa diffusion en Europe, la considérant inadéquate aux objectifs poursuivis. Le réseau scolaire commencé à être créé à l'époque du *Règlement Organique* était un projet ambitieux ayant réussi dans certaines régions géographiques de la Valachie tenant compte de quelques facteurs sur le territoire de la principauté: des facteurs économiques, le niveau professionnel du corps des professeurs, la disponibilité et la capacité des individus de faire face au volume de travail assigné, la collaboration avec la communauté locale, etc. Ayant vécu et professé en Valachie, dans une région de frontière (Cerneți), dans une grande ville de province (Craiova) et dans la capitale de la principauté (Bucarest), Ioan Maiorescu avait été conscient des disparités. Qui plus est, les déplacements à travers la Moldavie et la Transylvanie lui avaient permis d'entrer en contact avec des réalités multiples et avec diverses méthodes de travail et modèles, y compris des modèles occidentaux.

L'inspection scolaire fut un instrument de contrôle, d'évaluation et d'intervention. Le réviseur était un fonctionnaire qui avait à la fois des attributions administratives et pédagogiques. À l'époque du *Règlement Organique*, les réviseurs départementaux (Ioan Maiorescu, August Treboniu Laurian et Aaron Florian) publiaient également des articles dans les journaux ; ils étaient traducteurs et philologues. De 1830 jusque vers la fin du siècle ils montèrent dans la hiérarchie du système d'enseignement. Ils connaissaient aussi bien les politiques impériales régionales (russe, autrichienne et ottomane) et les réalités du monde paysan. De ce fait, ils proposaient des activités complémentaires à leur activité de réviseurs. Loin d'avoir une attitude passive, ils étaient en dialogue permanent (souvent en contradiction) avec le régime au sujet des politiques éducationnelles, tandis que leur origine paysanne les rapprochait de la population, leur permettant de comprendre ses besoins.

**Rezumat:**

Secolul al XIX-lea este unul al redefinirii locului națiunilor în cadrul imperiilor. Ideile iluministe despre educația în limba maternă, drepturile naturale și libertate se alătură dorinței centrului imperial de a atrage loialități, de a obține supunere, a crea bunăstare economică și a educa un cetățean atașat statului. În sud-estul Europei coexistența fragilă a trei imperii (otoman, rus și austriac) este tulburată de modul în care etniile conlocuitoare înțeleg adaptarea ideilor iluministe și dezvoltarea propriilor culturi. Studiul de față urmărește rolul emigrației academice transilvănene în domeniul învățământului din principatul Valahiei. Provenind din rândul intelectualilor uniți – un catalizator între centrul imperial, aristocrația privilegiată și majoritatea românilor țărani –, ei urmăresc în paralel o dezvoltare profesională și o ridicare a nivelului alfabetizării din Țara Românească. În calitate de revizori școlari, aceștia intervin administrativ și pedagogic în rețeaua școlară recent demarată aici. Liderul lor, Ioan Maiorescu, pune sub semnul întrebării o modernizare realizată pe filieră rusă și pledează pentru adaptarea modelelor occidentale la realitatea locală și pentru emancipare culturală.

Cuvinte-cheie: Transilvania, Țara Românească, națiune, mobilitate academică, învățământ, reformă.

Nicoleta Roman, "Nicolae Iorga" Institute of History,
Romanian Academy, Bucharest
Email: nicoleta.roman@gmail.com